



«Nous sommes en train de faire notre autocritique»

Franz Fayot, élu député pour la première fois l'année dernière, est le rapporteur du budget 2015. Il est le représentant de la jeune génération d'un LSAP en quête d'un nouveau souffle.

Il avoue ne pas connaître les détails du budget 2015 dont il doit faire le rapport. En revanche, il a pris connaissance de la note établie par la fondation Robert-Krieps qui dresse un état des lieux sans concession du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois victime d'une inquiétante érosion.

Entretien avec notre journaliste Geneviève Montaignu

Vous êtes un député de la nouvelle génération, succédant à votre père dans les rangs du LSAP, et vous êtes désigné pour présenter le budget nouvelle génération annoncé par la coalition. Est-ce un honneur?

Franz Fayot : Selon le programme de la coalition, le LSAP a reçu la charge de présenter les rapports de budget 2015 et 2017. Je me suis porté volontaire en tant que membre de la commission des Finances et du Budget, où je siège aux côtés de deux autres députés socialistes, Alex Bodry et Claude Hagen. Présenter le rapport du budget est une bonne entrée en matière, un exercice qui demande beaucoup de travail mais qui permet d'apprendre plus en profondeur le fonctionnement de l'État à travers les finances publiques. C'est un bagage appréciable pour un homme politique. C'est un honneur mais aussi une grosse responsabilité politique.

Sans pour autant les dévoiler, ce que vous ne ferez pas de toute évidence, que savez-vous des détails de ce budget nouvelle génération? Êtes-vous tenu dans le secret?

Pour être tout à fait franc, je ne sais pas grand-chose à ce stade. J'ai suivi les discussions de notre réunion interfractionnelle à Senningen où le ministre nous a présenté certains grands axes et nous avons discuté du budget lors de notre journée parlementaire. Il y a déjà de grandes lignes qui se dessinent, comme la réduction des dépenses de l'État. Nous essayons de faire le ménage dans une série de dépenses jugées superflues ou inadaptées et de rendre le budget plus efficace. Nous sommes aussi dans un nouveau contexte de budget pluriannuel. L'important, pour le LSAP, c'est que ce budget ne soit pas celui de l'austérité. C'est le message que les membres socialistes du gouvernement ont transmis au ministre des Finances.

N'auriez-vous pas souhaité, en tant que député, être davantage impliqué dans les discussions de préparation du budget? Le vent nouveau n'aurait-il pas pu entrouvrir les portes capitonnées derrière lesquelles tout se fait dans le plus grand secret?

Selon nos ministres socialistes qui ont connu des gouvernements précédents, les mentalités ont changé. Avant prévalait celle qui consistait pour chaque ministre à faire sa petite cuisine interne derrière ces portes capitonnées, en particulier pour la préparation du budget, et per-

sonne ne voyait ce qui se passait chez le voisin. La discussion est beaucoup plus ouverte aujourd'hui et la communication est transversale. Maintenant, au niveau de l'implication du Parlement, ce n'est pas encore ce que préconisait la Cour des comptes dans son avis sur le budget 2014 disant qu'une implication plus forte du Parlement était souhaitable. Nous sommes effectivement dans une préparation encore traditionnelle et on peut le regretter, mais il est difficile de tout changer du jour au lendemain.

Quelle est votre définition de la sélectivité sociale?

C'est un concept que le LSAP a présenté dans son programme électoral de 2013. Pour moi, la sélectivité sociale est un critère qui permet de sauvegarder notre État social. Dans un contexte budgétaire difficile où nous devons faire des arbitrages, c'est une manière de préserver des acquis sociaux pour ceux qui en ont le plus besoin. Les transferts sociaux doivent leur être réservés.

La nouvelle contribution de 0,5 % touche tous les revenus des personnes physiques, c'est une idée des socialistes...

Oui, nous avions l'idée d'une contribution généralisée comme l'est notre contribution à la caisse d'assurance dépendance. La communication a été malheureuse sur ce point, si bien que nous ne savons pas aujourd'hui si cette contribution doit alimenter un secteur bien précis ou bien toute une série de choses. Nous ne le saurons qu'une fois le budget déposé.

Deux allocations vont disparaître, selon les dernières informations qui ont filtré de ce budget. Cautionnez-vous cette décision?

Il est question de deux allocations qui bénéficient aux femmes qui ont fait le choix de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants. Ce sont les seules qui profitent des allocations en question. S'il doit donc s'avérer que ces allocations seraient effectivement abrogées, ce serait simplement la traduction du programme gouvernemental, qui annonçait de telles mesures : chaque famille a le choix quant au modèle d'éducation des enfants, mais le choix de rester à la maison, pour respectable qu'il soit, ne doit pas être subventionné par l'État.

Vous faites partie de la nouvelle génération du Parti socialiste qui a subi deux sérieux revers lors des dernières élections législatives et européennes. Avez-vous analysé les raisons de cette sérieuse érosion et avez-vous procédé à une autocritique?

Nous sommes en train de faire notre autocritique. Lors de notre académie d'été, fin septembre, c'était le sujet à l'ordre du jour. Le parti a chargé la fondation amie Robert-Krieps de rédiger une note sur l'état du LSAP. Les résultats des élections européennes ont été perçus comme

«Nous n'avons pas de frondeurs dans le groupe parlementaire, mais je dirais que quelques-uns ressentent une certaine nervosité à l'approche de la présentation du budget», note Franz Fayot.